

FACE À TRUMP
10 MESURES URGENTES DE

PROTECTIONNISME SOLIDAIRE

QUE DOIT PRENDRE LA FRANCE

Donald Trump a certes suspendu une partie des hausses brutales de droits de douane pour l'Union européenne, mais ses menaces sont maintenues. Surtout, ces droits de douane restent à un niveau bien plus élevé qu'auparavant (10% de façon uniforme) et ils sont brutalement relevés pour la Chine (125%), ébranlant l'ensemble des échanges mondiaux.

L'ère du libre-échange généralisé et de la prétendue mondialisation heureuse vole en éclat. C'est un désaveu total pour les libéraux, notamment européens. Nous avons raison d'appeler à la relocalisation, à un protectionnisme solidaire dans une vision altermondialiste. La France aurait ainsi été bien mieux préparée face à la guerre commerciale de M. Trump. Au lieu de cela, l'aveuglement libéral a rendu notre pays extrêmement vulnérable.

Nous ne sommes pas dupes. La guerre commerciale de Trump est celle d'un empire capitaliste pour garantir sa domination sur le monde. Le prix social sera terrible. De telles hausses de droits de douane conduiront à une forte inflation, frapperont d'abord les plus pauvres et provoqueront la déstabilisation brutale de nombreuses filières. Ils n'ont rien à voir avec notre proposition de protectionnisme solidaire et négocié au service de la paix. Elle est fondée sur une planification de la production en fonction des besoins humains, le partage des richesses et le respect des partenaires commerciaux dans le monde. Elle a donc exclu la brutalisation des relations, les menaces, le chantage commercial et les ventes forcées.

Le gouvernement de Bayrou et la Commission européenne réagissent par une fuite en avant néolibérale catastrophique : accélération des négociations des accords de libre-échange, proposition d'un nouveau traité sur le modèle du "TAFTA" avec les Etats-Unis, volonté de détruire la protection sociale pour réduire le "coût du travail"... Dans le même temps, aucune mesure de protection commerciale n'est prise, aucune réplique à l'offensive trumpiste envisagée.

Au-delà des volte-face et coups de boutoir erratiques du Président états-unien, il y a bien une offensive visant à extraire un tribut sur ce qu'il considère comme sa zone d'influence. Il veut ainsi faire financer sa rivalité avec la Chine, et l'enrichissement de ses oligarques par le reste du monde. Il faut donc ne pas y voir les actes d'un homme fou, mais une stratégie impérialiste, et se préparer à y résister.

Ni impérialisme, ni néolibéralisme. Ni trumpisme, ni macronisme. L'offensive des Etats-Unis doit nous conduire à changer toute notre politique économique. La France insoumise propose une stratégie : le protectionnisme solidaire, négocié et tourné vers les besoins humains. Pour en poser les bases, elle dresse une liste de 10 mesures que le gouvernement français devrait prendre dès les prochains jours et semaines. Celles-ci nécessitent également l'élaboration d'un plan de souveraineté économique, fixant des objectifs et un calendrier.

Ces mesures d'urgence seraient prises sans attendre l'Union européenne. Bien entendu, elles doivent être couplées à des positions que devrait porter la France au niveau européen, notamment en faveur d'un renforcement progressif et négocié de protections commerciales aux frontières européennes. Ceci afin de contrer les mesures de M. Trump et de se protéger du risque de détournement massif des flux de marchandises autrefois exportées vers les États-Unis par d'autres producteurs mondiaux. L'Union européenne pourrait utiliser pour cela des mesures de sauvegarde et anti-coercition mais elle se refuse à le faire. Une série de productions prioritaires, stratégiques, fragiles et/ou fortement pourvoyeuses d'emplois serait visée. Enfin, toutes les recettes publiques générées par ces hausses de protections commerciales seraient mobilisées pour soutenir les productions et les emplois les plus affectés car les travailleurs n'ont pas à payer la guerre commerciale de M. Trump.

1

TAXATION SELON LE CHIFFRE D'AFFAIRES REEL DES GAFAM

OU IMPÔT UNIVERSEL

L'objectif doit être de taxer davantage le bénéfice que les GAFAM (Google, Apple, Amazon, Meta, Microsoft...) réalisent réellement en France. Ce bénéfice est estimé selon leur activité réelle constatée : si une entreprise réalise 10% de son chiffre d'affaires mondial en France, alors 10% de son bénéfice mondial devra être taxé en France. Une telle taxation permet de déjouer les optimisations fiscales de ces multinationales américaines, qui déclarent un chiffre d'affaires et un bénéfice bien plus faibles qu'en réalité.

Objectif : Dé-gafamiser l'Etat, les services publics et les entreprises publiques

De plus en plus de secteurs de l'État, ou d'entreprises publiques, ont passé des contrats avec les GAFAM ces dernières années pour assurer les services numériques indispensables à leur fonctionnement. C'est le cas du ministère des Armées, en contrat avec Microsoft. C'est le cas du cloud de la SNCF, confié à Amazon. Le ministère de l'Éducation nationale a encore accordé un méga contrat de 152 millions d'euros à Microsoft après les premières annonces douanières. Le gouvernement français doit organiser la substitution de tous les services numériques GAFAM utilisés dans ses administrations par des services numériques libres si possible, et au moins français ou européen.

2

INTERDICTIONS D'IMPORTATIONS NÉFASTES POUR LA SANTÉ ET LE VIVANT

De même que la France avait interdit de façon unilatérale l'importation de cerises traitées avec un pesticide dangereux (le diméthoate), elle doit interdire l'importation de tout produit ne respectant pas les normes de production françaises et entraînant ainsi un risque pour la santé et le vivant. C'est ainsi le cas des maïs, soja, coton, canola OGM... produits notamment aux Etats-Unis. Pour que cette mesure soit efficace, les contrôles douaniers doivent être considérablement renforcés.

3

RÉGULATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Il faut de toute urgence bloquer les rachats d'entreprises participant à notre souveraineté, comme LMB Aerospace qui équipe des armes françaises, et garantir la viabilité des entreprises stratégiques comme Thales Alenia Space et Eutelsat, et leurs réseaux de satellites.

Les investissements étasuniens doivent être globalement contrôlés. Une telle protection passe par une révision du décret « Investissements étrangers en France » de façon à inclure tous les investissements provenant des États-Unis : leurs sociétés devront faire l'objet d'une autorisation pour tout projet d'acquisition d'une entreprise française. De même, le décret devra permettre de rendre bien plus difficile l'acquisition d'une entreprise française par un investisseur étranger quel qu'il soit, dès lors qu'il s'agit d'une production stratégique.

A l'inverse, tout avantage fiscal sur l'épargne française investie à l'étranger (ex. assurance-vie) serait supprimé, ceci afin de relocaliser les investissements. Pour prévenir la fuite d'investissements vers les États-Unis, ils seraient taxés de façon significative.

Remettre en cause la propriété intellectuelle rigide des multinationales étasuniennes

Les multinationales des États-Unis, notamment les GAFAM et celles du Big Pharma sont aujourd'hui les principales bénéficiaires des redevances payées dans le monde pour les brevets et copyrights. La France peut taxer ces flux financiers qui vont vers les États-Unis. Elle peut aussi demander la suspension des accords internationaux TRIPS, convention de Paris et convention de Madrid afin que chaque État puisse prévoir dans sa loi davantage de cas où imposer la levée des brevets et des licences sur logiciels, codes informatiques et médicaments.

4

PRÉFÉRENCE POUR LES PRODUCTEURS LOCAUX

DANS LES MARCHÉS PUBLICS

Le code des marchés publics doit être révisé pour favoriser les producteurs locaux. Ceux-ci pourront par exemple bénéficier d'un bonus systématique dans le classement des offres. Des mesures d'interdiction des marchés publics aux entreprises étasuniennes pourraient également être décidées lorsque des alternatives existent d'ores et déjà.

5

CONDITIONNALITÉ DES AIDES PUBLIQUES

DIRECTES OU INDIRECTES, AU MAINTIEN DE L'EMPLOI ET À LA BIFURCATION ÉCOLOGIQUE

Toute aide publique aux entreprises doit faire l'objet d'un contrat formalisant l'engagement du bénéficiaire à maintenir 100% de l'emploi, pendant un délai à définir selon les types d'entreprises. Si ce n'est pas le cas, les aides doivent être entièrement remboursées.

6

BLOCAGE DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ pour toutes les entreprises

Pour réduire les écarts de coût d'énergie (en France, 3 à 4 fois plus important qu'en Chine ou aux États-Unis), les tarifs réglementés de l'électricité doivent être appliqués à toutes les entreprises et leur calcul doit être revu pour le lier aux coûts de production plutôt qu'aux prix de marché. Ces prix, plus stables, seraient abaissés par rapport à leur niveau actuel. Ils n'empêcheraient aucunement de continuer d'échanger de l'électricité avec nos voisins, sur des bases coopératives. Pour empêcher que cette baisse de prix ne freine les efforts à réaliser pour baisser la consommation d'énergie, toute aide publique serait conditionnée à une reconversion écologique et énergétique du mode de production.

7

PLAN DE SOUVERAINETE ÉNERGÉTIQUE commençant par un reste à charge zéro pour la rénovation thermique des logements des ménages modestes

L'énergie est le premier déficit commercial de la France, qui ne cesse d'augmenter. Pour sortir progressivement de la dépendance aux énergies importées, notamment des États-Unis et de la Russie, un vaste plan de sobriété et d'efficacité énergétique est nécessaire. En urgence, une première mesure consiste à offrir un reste à charge zéro aux ménages les plus modestes pour une rénovation thermique globale de leur logement, le bâtiment représentant 44% de la consommation d'énergie en France. Une telle mesure sera aussi un moyen de relancer l'industrie du bâtiment actuellement en difficulté. Pourtant, elle peut générer de nombreux emplois non délocalisables.

Par ailleurs, il faut progresser rapidement dans la réduction de notre consommation de pétrole. Pour cela une accélération massive dans le développement des transports en commun du quotidien ainsi que le soutien à la filière des véhicules électriques made in France est nécessaire.

8

PLAN

D'INVESTISSEMENTS MASSIFS

**pour assurer une souveraineté productive, alimentaire,
industrielle et numérique**

La guerre commerciale, et le chaos dont elle est synonyme, sont une nouvelle raison de relocaliser les chaînes de production et d'approvisionnement indispensables pour nos besoins. La politique de l'offre menée depuis 8 ans a creusé le déficit public sans enrayer la désindustrialisation ni engendrer de "ruissellement" de la valeur vers les salariés. Au contraire, les inégalités de patrimoine se sont accrues, les services publics se dégradent au nom de l'austérité. Tous les moyens de redistribution sont remis en question. Il faut lui substituer une politique de relance de la demande globale, dans laquelle l'État joue un rôle moteur : achats publics, création d'emplois, soutien à la bifurcation...

Un plan pluriannuel de souveraineté économique doit définir les productions que la France veut maintenir, développer ou bien importer à terme.

Pour répondre aux objectifs fixés, la France se dotera d'un instrument financier pour :

- Maintenir ou relancer les entreprises qui produisent des biens et des services stratégiques pour notre pays, qu'il s'agisse, de médicaments, de composants essentiels comme les semi-conducteurs ou de secteurs indispensables à notre souveraineté (espace, numérique, défense, etc...)
- Développer les infrastructures numériques et physiques indispensables à la souveraineté économique et à la bifurcation écologique du pays, notamment dans le secteur des énergies renouvelables
- Accompagner la conversion des secteurs fragiles fortement pourvoyeurs d'emplois : agriculture, automobile, chimie, verrerie... en renforçant la formation professionnelle.

Cet instrument financier doit s'accompagner d'une prise de participation de la puissance publique dans des entreprises stratégiques, pouvant aller jusqu'à une renationalisation, comme l'usine Vencorex. Nous proposons de soumettre au Parlement le vote d'un fonds de 100 milliards pour les 2 premières années (l'Allemagne vient quant à elle de voter un plan d'investissement de 500 milliards sur 12 ans).

9

NOUVELLES MESURES DE RÉGULATION FINANCIÈRE

Les annonces de M. Trump ont déclenché une panique boursière mondiale, avec désormais le risque d'une crise financière qui se répercute sur l'économie productive. Emmanuel Macron et le gouvernement français font partie des plus fervents dérégulateurs financiers au niveau européen. Au contraire, il est urgent que la France bloque toute nouvelle dérégulation des marchés financiers à l'échelle européenne : projets d'assouplissement des règles de titrisation, report de la mise en œuvre de Bâle IV, etc.

Plus encore, la France doit prendre de façon unilatérale des décisions fortes de re-régulation du secteur bancaire et non bancaire, à commencer par l'interdiction de la vente à découvert pour freiner les spéculations sur les baisses des cours, comme vient de le faire la Thaïlande. Enfin, elle doit oeuvrer à la régulation des activités financières hors des cadres bancaires (shadow banking, hedge funds, private equity...), qui s'est considérablement développé ces dernières années et qui est le plus spéculatif. Des ratios de capital et de liquidité doivent lui être imposés, au même niveau que ceux des banques.

10

RECONFIGURATION DES PARTENARIATS COMMERCIAUX ET REFUS DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Ces mesures n'ont de sens que si la France s'engage dans une reconfiguration générale de ses relations commerciales. Plutôt que de soutenir comme à son habitude les accords de libre-échange ou préparer une volte-face sur l'accord avec le Mercosur pour s'apprêter à finalement le soutenir, elle doit refuser les accords en cours de finalisation. La France doit nouer de nouveaux partenariats bilatéraux ou avec plusieurs pays, visant la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, basés sur la coopération, le juste échange et les besoins auxquels nous ne pouvons pas répondre avec une production européenne. Cela suppose la création - ou la régénération - des coopérations avec des pays du Sud affectés par la guerre commerciale de M. Trump, en Asie, en Afrique, en Amérique latine... La France doit soutenir la construction d'un commerce mondial ordonné, non plus fondé sur la libéralisation des échanges, mais sur la solidarité et la lutte contre le changement climatique.

NOTES
NOTES
NOTES



NOTES
NOTES
NOTES



NOTES
NOTES
NOTES





LA
**FRANCE
INSOUMISE**



GRUPPE LA

**FRANCE
INSOUMISE** NTP



DÉLÉGATION
**FRANCE
INSOUMISE**
AU PARLEMENT EUROPÉEN

